

M. l'Orateur: A l'ordre. Il semble que les questions relatives à l'instruction publique nous causent des difficultés cet après-midi. Je ne crois pas que la question soit assez urgente pour être acceptée maintenant.

M. Enns: Elle est d'intérêt général, monsieur l'Orateur.

[Plus tard]

M. R. W. Prittie (Burnaby-Richmond): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre dirait-il à la Chambre si la responsabilité des subventions aux universités relève de son ministère ou du Secrétariat d'État?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je viens de recevoir la confirmation que mon collègue le secrétaire d'État en a accepté la responsabilité.

L'ABOLITION DES FRAIS DE SCOLARITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Vu la déclaration du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social dans un discours vendredi soir selon laquelle nous nous rapprochons au Canada de l'abolition des frais de scolarité dans les universités, le premier ministre pourrait-il dire quelles mesures le gouvernement prend dans ce sens?

M. l'Orateur: Cette question me semble étroitement liée à celle posée par le député de Grenville-Dundas et je me sentirais très coupable si elle était admise alors que l'autre a été refusée.

M. Knowles: Si elle est liée à l'autre, on devra également en traiter à dix heures.

[Français]

RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

ON SUGGÈRE LA CRÉATION D'UNE COMMISSION D'INFORMATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné la publicité et la propagande qui se font actuellement dans la province de Québec à l'effet qu'Ottawa nuit à l'épanouissement de la province de Québec et des autres provinces, empiète sur les droits des autres provinces et surtout sur ceux de la province de Québec, le très honorable premier

[M. Enns.]

ministre et le gouvernement ont-ils l'intention de créer une commission d'éducation pour renseigner non seulement la population du Québec, mais également celle des autres provinces et ainsi mettre fin à cette publicité anticanadienne, antisociale qui se fait actuellement au Canada?

M. l'Orateur: Puis-je dire à l'honorable député qu'il s'agit là d'une question d'intérêt très général et qu'il devrait l'inscrire au *Feuilleton*.

M. Caouette: Je traiterai de cette question après dix heures.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

INSTANCES AUPRÈS DE LA FRANCE ET DE LA CHINE RELATIVES AUX ESSAIS NUCLÉAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. W. Prittie (Burnaby-Richmond): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Est-ce qu'on a fait des instances auprès du gouvernement français touchant les essais nucléaires que la France projette? Deuxièmement, est-ce qu'on a fait des instances auprès du gouvernement de la Chine touchant les récents essais nucléaires? Je me rends compte du problème que représente cette intervention, car nous ne reconnaissons pas le gouvernement de la Chine.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Concernant la dernière partie de la question, comme je l'ai déjà signalé, le gouvernement canadien regrette que la Chine continentale n'ait pas adhéré au traité sur l'interdiction des essais nucléaires qui interdit les essais dans trois des milieux. La même déclaration à laquelle la plupart des nations qui adhèrent au traité interdisant les essais nucléaires souscrivent, s'appliquerait naturellement à tous les pays se livrant à des essais devant, à notre sens, être interdits.

LES ENTRETIENS SUR LA RHODÉSIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Jack McIntosh (Swift-Current-Maple-Creek): Je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre pourrait-il faire rapport à la Chambre maintenant des pourparlers qui ont eu lieu entre les représentants de la Rhodésie et du Royaume-Uni en ce qui a trait au différend entre les deux pays?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Les entretiens prélimi-